

RISOLUZIONE DELL'ASSEMBLEA DELL'ATLANTICO DEL NORD

APPROVATA NELLA SEDUTA DI LUNEDÌ 9 OTTOBRE 1995

Risoluzione n. 259
su le misure per eliminare le mine terrestri (1)

Annunziata il 6 febbraio 1996

L'ASSEMBLÉE,

1. Rappelant sa résolution 249 sur les mesures de suppression des mines terrestres adoptée à l'unanimité en 1994;

2. Convaincue que les quelque cent millions de mines éparpillées dans plus de 65 pays demeurent l'une des formes de pollution les plus répandues, les plus mortelles et les plus durables dont doit tenir compte d'urgence la communauté internationale;

3. Sachant que, dans de nombreux pays à travers le monde, ce type d'engins tue ou estropie des centaines de personnes chaque semaine et en blesse gravement des milliers d'autre, et que ce bilan comprend un pourcentage aussi démesuré qu'inacceptable de victimes civiles et, spécialement, d'enfant;

4. Observant que l'emploi de mine anti-personnel contrevient à de multiples dispositions fondamentales de la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant, ratifiée par 157 pays;

5. Consciente qu'année après année, le montant totale du budget alloué à la formation et à l'élimination demeure nette-

(1) Présentée par la Commission de la défense et de la sécurité.

ment en deçà des dépenses consacrées à la pose de nouvelles mines, souvent dispersées de manière aléatoire, et que, pour la seule année 1993, on estime que 80.000 engins explosifs environ ont été éliminés tandis que quelque 2.500.000 étaient posés ailleurs;

6. Convaicue que la résolution d'un problème humanitaire d'une telle ampleur et d'une telle urgence passe par l'instauration d'un régime international de surveillance efficace visant à restreindre la conception, la production, l'emploi et le transfert de toutes les mines terrestres et autres engins explosifs, et par l'allocation — au titre de l'élimination, de la formation et de l'assistance médicale — de ressources d'un montant proportionnel à la gravité de la situation;

7. Se félicitant de l'initiative lancée devant les Nations unies, en septembre 1994, par le président Clinton, qui a vivement préconisé l'adoption d'un nouveau régime international de surveillance pour la réduction progressive du nombre de mines et de leur disponibilité, de manière à épargner « les vies de dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants innocents dans les années à venir », et saluant le moratoire d'un an décrété par le Sénat des Etats-Unis sur l'utilisation de mines antipersonnel au sein des forces armées américaines, la décision du gouvernement belge de frapper d'illégalité la production, l'emploi et l'exportation de tels engins, ainsi que le moratoire sur leur exportation annoncé par le Cambodge, la Colombie, la France, l'Irlande, le Mexique et le Royaume-Uni;

8. Se félicitant aussi des initiatives européennes prises par le Conseil et le Parlement de l'Union européenne, visant à allouer des crédits supplémentaires aux activités de déminages et l'application de mesures limitant la vente et l'utilisation de mines antipersonnel, et souscrivant pleinement à la teneur des excellents rapports sur ce thème établis récemment par M. Tony Cunningham et M. Jan Willem Bertens,

députés au Parlement européen, et adoptées par celui-ci en juin 1995;

9. Approuvant le rapport consacré au même sujet par le Secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, qui prône notamment un moratoire sur l'exportation des mines terrestres antipersonnel, l'instauration d'un régime multilatéral de lutte contre la prolifération de ces engins et le renforcement du programme correspondant de l'ONU, grâce au dégagement de ressources considérables au profit d'un fonds de contributions volontaires pour le déminage;

10. Constatant avec consternation qu'en mai 1995, seuls 49 Etats étaient effectivement parties à la convention de l'ONU de 1980 dite « Convention sur les armes inhumaines » et qu'un certain nombre d'entre eux — dont plusieurs membres de l'AAN — devaient encore la ratifier par la voie parlementaire;

11. Notant que la Conférence des Nations unies chargée de l'examen de cette convention coïncide avec la présente Session annuelle de l'AAN;

12. Persuadée que l'Assemblée de l'Atlantique Nord demeure, par son importance et son influence, un forum propre à débattre ce problème humanitaire, dont elle doit continuer à souligner la gravité et l'urgence à travers des rapports complets et précis, des échanges d'information et la prise en considération de résolutions incitant les gouvernements à mener une action efficace;

13. APPELLE EN CONSEQUENCE les gouvernements des pays membres et des pays membres associées de l'Assemblée de l'Atlantique Nord:

a) à faire tout ce qui est en leur pouvoir, dans le cadre de la conférence d'examen de l'ONU, pour que la « Convention sur les armes inhumaines » soit appuyée et ratifiée d'urgence par les gouvernements et parlements de tous les pays membres et pays membres associés de

l'AAN, et à exercer des pressions sur ceux de ces pays qui ne l'ont pas encore fait;

b) à renforcer, lors de cette même conférence d'examen, le Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de mines, pièges ou autres dispositifs, notamment en adoptant des amendements prévoyant de nouvelles limitations relatives à l'emploi et l'exportation de mines terrestres, ainsi que la création d'un mécanisme de vérification à même de déceler et de prévenir efficacement les violations de ce même Protocole;

c) à appuyer énergiquement la proposition de l'administration Clinton visant à instaurer en priorité un nouveau régime international de surveillance pour les mines terrestres;

d) à se rallier immédiatement aux Etats-Unis et aux autres pays qui souhaitent imposer un moratoire sur l'exportation des mines antipersonnel;

e) à intensifier, sur le double plan national et multilatéral, leur aide financière et leur assistance à ceux des pays

concernés où se fait le plus fortement ressentir la nécessité de procéder à des activités de déminages, d'enseigner aux populations les moyens de parer aux risques des engins explosifs et de fournir des soins médicaux adaptés et spécifiques aux victimes civiles;

f) à lancer — collectivement et par le truchement des Nations unies — une initiative pour l'élaboration d'un programme crédible prévoyant la constitution d'un fonds international d'au moins 1 milliard de dollars destiné à promouvoir et financer des campagnes de sensibilisation au danger des mines terrestres, le déminage et la destruction des stocks des mines appartenant aux Etats qui en acceptent l'élimination.

g) à insister auprès des gouvernements sur la nécessité d'accroître leurs efforts de recherche, sur le modèle de ce qui se fait actuellement en Afrique du Sud et aux Etats-Unis, pour mettre au point de nouvelles techniques de détection et de déminage.

N. B. Traduzione non ufficiale**Risoluzione n. 259
su le misure per eliminare le mine terrestri (1)****L'ASSEMBLEA,**

1. Richiamata la propria risoluzione 249 sulle misure di eliminazione delle mine terrestri, adottata all'unanimità nel 1994;

2. Nella convinzione che le forse cento milioni di mine sparse in più di 65 paesi costituiscano una delle forme di inquinamento più diffuse, mortifere e permanenti, di cui la comunità internazionale deve urgentemente tenere conto;

3. Cosciente del fatto che in molti paesi del mondo questo genere di ordigno uccide o mutila ogni settimana centinaia di persone, ferendone gravemente altre migliaia, e che questi dati riguardano in misura elevata e inaccettabile vittime civili, e specialmente bambini;

4. Rilevato che l'impiego di mine antiuomo contrasta con varie disposizioni fondamentali della Convenzione delle Nazioni Unite sui diritti del bambino, ratificata da 157 paesi;

5. Consapevole che anno dopo anno le somme destinate all'informazione e alla

eliminazione delle mine terrestri restano sempre molto inferiori alle spese dedicate alla posa di nuove mine, spesso collocate in modo casuale, e che per il solo anno 1993 si stima in circa 80.000 gli ordigni eliminati, a fronte di 2.500.000 ordigni nuovamente collocati;

6. Nella convinzione che la soluzione di un problema umanitario di tale ampiezza e urgenza richiede la creazione di un sistema internazionale di efficace vigilanza, mirante a limitare progettazione, produzione, impiego e trasferimento di tutte le mine terrestri e analoghi ordigni esplosivi, oltre allo stanziamento - a scopi di eliminazione, informazione e assistenza medica - di risorse proporzionate alla gravità della situazione;

7. Congratulatasi per l'iniziativa assunta nel settembre 1994 davanti alle Nazioni Unite dal presidente Clinton, che ha caldamente auspicato l'adozione di un nuovo regime internazionale di vigilanza per la progressiva riduzione del numero delle mine e della loro disponibilità, in modo da risparmiare « nei prossimi anni le vite di decine di migliaia di uomini, donne e bambini innocenti », e complimentatasi per la moratoria di un anno decisa dal Senato degli Stati Uniti sull'im-

(1) Presentata dalla Commissione difesa e sicurezza.

piego di mine antiuomo nell'ambito delle forze armate americane, la decisione del governo belga di giudicare illecita la produzione, l'impiego e l'esportazione di tali ordigni, come pure la moratoria sulla loro esportazione annunciata da Cambogia, Colombia, Francia, Irlanda, Messico e Regno Unito;

8. Congratulatasi anche per le iniziative europee assunte dal Consiglio e dal Parlamento dell'Unione Europea, miranti ad assegnare somme aggiuntive alle attività di sminamento e all'attuazione di misure limitanti la vendita e l'utilizzo di mine antiuomo, e approvando pienamente il contenuto delle eccellenti relazioni recentemente preparate su questo tema da Tony Cunningham e Jan Willem Bertens, deputati al Parlamento europeo, e adottate da quest'ultimo nel giugno 1995;

9. Approvata la relazione dedicata allo stesso tema dal segretario generale delle Nazioni Unite Boutros Boutros-Ghali, fautore di una moratoria sull'esportazione delle mine antiuomo, della creazione di un regime multilaterale di lotta alla proliferazione di questi ordigni e del rafforzamento del relativo programma ONU, da attuarsi destinando ampie risorse a vantaggio di un fondo di contributi volontari allo sminamento;

10. Constatato con costernazione che nel maggio 1995 solo 49 Stati erano effettivamente parti della convenzione dell'ONU del 1980, detta « Convenzione sulle armi inumane » e che alcuni di loro — tra cui diversi membri dell'AAN — dovevano ancora ratificarla in via parlamentare;

11. Osservato che la Conferenza delle Nazioni unite incaricata di esaminare questa convenzione coincide con la attuale Sessione annuale dell'AAN;

12. Nella persuasione che l'Assemblea dell'Atlantico Nord costituisce, per la sua importanza e influenza, un ambito idoneo a dibattere questo problema umanitario, di cui non ci si può esimere di sottolineare la gravità e l'urgenza mediante approfon-

dite relazioni, scambi di informazioni e discussione di risoluzioni che stimolino i governi a condurre una azione efficace;

13. RIVOLGE PERCIÒ UN APPELLO ai Governi e ai Parlamenti dei paesi membri e dei paesi associati all'Assemblea dell'Atlantico del Nord affinché:

a) facciano tutto ciò che è in loro potere, nel quadro della Conferenza ONU di riesame, perché la « Convenzione sulle armi inumane » venga sostenuta e urgentemente ratificata dai Governi e dai Parlamenti di tutti i paesi membri e associati dell'AAN, facendo pressione su quei paesi che ancora non hanno assolto a tale adempimento;

b) rafforzino, in occasione della Conferenza di riesame, il Protocollo sull'interdizione o limitazione dell'impiego delle mine, trappole o simili dispositivi, anche adottando emendamenti che prevedano nuove limitazioni sull'impiego e l'esportazione di mine terrestri, come pure la creazione di un meccanismo di verifica in grado di rivelare ed efficacemente prevenire le violazioni del Protocollo stesso;

c) sostengano con forza la proposta dell'amministrazione Clinton mirante a instaurare prioritariamente un nuovo regime internazionale di sorveglianza per le mine terrestri;

d) si allineino immediatamente con gli Stati Uniti e gli altri paesi che vogliono imporre una moratoria sull'esportazione delle mine antiuomo;

e) intensifichino, sul doppio piano nazionale e multilaterale, il loro aiuto finanziario e la loro assistenza a quei paesi in cui è maggiormente sentita l'esigenza di procedere ad attività di sminamento, di insegnare alle popolazioni i modi per ridurre i rischi dovuti ad ordigni esplosivi e di fornire idonee cure mediche alle vittime civili;

f) promuovano — collettivamente e tramite le Nazioni Unite — una iniziativa per l'elaborazione di un programma credibile, che preveda la costituzione di un fondo internazionale di almeno 1 miliardo

XII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

di dollari destinato a promuovere e finanziare campagne di sensibilizzazione ai pericoli delle mine terrestri, lo sminamento e la distruzione delle scorte di mine appartenenti agli Stati che ne accettano l'eliminazione;

g) insistano presso i Governi sulla necessità di incrementare il loro impegno nella ricerca, sull'esempio di quanto si fa oggi nel Sudafrica e negli Stati Uniti, volta a elaborare nuove tecniche di rilevamento e di sminamento.